

François Morus : *Cri du sang royal vers le ciel contre les régicides anglois*. Les royalistes croyoient émouvoir les princes étrangers en appelant Cromwell régicide et usurpateur ; ils se trompoient : les souverains sont fort accommodants en fait d'usurpation ; ils n'ont horreur que de la liberté.

*Defensio secunda* est plus intéressante pour nous que la *première* : dans ce second traité, Milton a passé de la défense des principes à la défense des hommes : il raconte l'histoire de sa vie, et repousse les reproches qu'on lui adresse ; il établit ainsi magnifiquement le lieu de sa plaidoirie :

« Il me semble commander, comme du sommet d'une hauteur, une grande étendue de mer et de terre. Des spectateurs se pressent en foule : leurs visages inconnus trahissent des pensées semblables aux miennes. Ici des Germains dont la mâle force dédaigne la servitude ; ici des François d'une impétuosité vivante et généreuse au nom de la liberté ; de ce côté-ci le calme et la valeur de l'Espagnol ; de ce côté-là la retenue et la circonspecte magnanimité de l'Italien. Tous les amants de l'indépendance et de la vertu, le courageux et le sage, dans quelque endroit qu'ils se trouvent, sont pour moi. Quelques-uns me favorisent en secret, quelques-uns m'approuvent ouvertement ; d'autres m'accueillent par des applaudissements et des félicitations ; d'autres qui s'étoient refusés longtemps à toute conviction se livrent enfin captifs à la force de la vérité. Entouré par la multitude, je m'imagine à présent que des colonnes d'Hercule aux extrémités de la terre je vois toutes les nations recouvrant la liberté dont elles avoient été si longtemps exilées, je crois voir les hommes de ma patrie transporter dans d'autres pays une plante d'une qualité supérieure et d'une plus noble croissance que celle que Triptolème transporta de région en région : ils sèment les avantages de la civilisation et de la liberté parmi les cités, les royaumes et les nations. Peut-être n'approcherai-je pas inconnu de cette foule, peut-être en serai-je aimé si on lui dit que je suis cet homme qui soutient un combat singulier contre le fier avocat du despotisme. »

N'est-ce pas là ce qu'on appelle aujourd'hui *la propagande révolutionnaire* éloquentement annoncée ? Milton avoit seul ces idées ; on n'en trouve aucune trace dans les révolutionnaires de son temps. Sa fiction s'est réalisée : l'Angleterre a répandu ses principes et les formes de son gouvernement sur toute la terre.

L'auteur de *Defensio secunda*, en parcourant son sujet, trace plusieurs portraits historiques :

BRADSHAW.

« Jean Bradshaw, dont la liberté même recommande le nom à une éternelle mémoire, est sorti, comme chacun le sait, d'une noble famille. . . . Appelé par le parlement à présider le procès du roi, il ne se récusa pas, et accepta cette charge pleine de péril. Il joignoit à la science des lois un esprit généreux, une âme élevée, des mœurs intègres qui ne déplaisoient à personne. Il s'acquitta de son devoir avec tant de gravité, de constance, de présence d'esprit, qu'on eût pu croire que Dieu, comme autrefois dans son admirable providence, l'avoit désigné de tous temps parmi son peuple pour conduire ce jugement. »

Voilà ce que les partis font d'un homme ! Bradshaw étoit un avocat bavard et médiocre.

FAIRFAX.

« Il ne seroit pas juste de passer sous silence Fairfax, qui unit le plus grand courage à la plus grande modestie, à la plus haute sainteté de sa vie, et qui fut l'objet des faveurs de Dieu et de la nature. Ces louanges te sont justement dues, quoique tu te sois retiré à présent du monde, comme autrefois Scipion à Lilerne. Tu as vaincu non-seulement l'ennemi, mais l'ambition, mais la gloire, qui ont vaincu tant d'éclatants mortels. La pureté de tes vertus, la splendeur de tes actions consacrent la douceur de ce repos dont tu jouis, et qui constitue la récompense désirée des travaux des hommes. Tel étoit le repos que possédoient les héros de l'antiquité après une vie de gloire : les poètes, désespérant de trouver des idées et des expressions propres à exprimer la paix de ces guerriers, disoient qu'ils avoient été reçus dans le ciel et admis à la table des dieux. Mais quelles que soient les causes de ta retraite, soit la santé, comme je le crois principalement, soit tout autre motif, je suis convaincu que rien ne t'auroit fait abandonner le service de ton pays, si tu n'avois su que dans ton successeur la liberté trouveroit un protecteur, l'Angleterre un refuge et une colonne de gloire. »

Les efforts de Milton sont visibles ; il appelle à lui toute la poésie de l'histoire pour masquer la véritable cause de la retraite de Fairfax, le jugement de Charles I<sup>er</sup>. On sait la comédie que Cromwell fit jouer auprès de cet honnête mais pauvre homme.

CROMWELL.

Milton parle d'abord de la noble naissance du protecteur : la nais-

sance joue un grand rôle dans les idées républicaines du poète, lui-même noble.

« Il me seroit impossible de compter toutes les villes qu'il a prises, toutes les batailles qu'il a gagnées. La surface entière de l'empire britannique a été la scène de ses exploits et le théâtre de ses triomphes. . . . A toi notre pays doit ses libertés; tu ne pouvois porter un titre plus utile et plus auguste que celui d'auteur, de gardien, de conservateur de nos libertés. Non-seulement tu as éclipsé les actions de tous nos rois, mais celles qui ont été racontées de nos héros fabuleux. Réfléchis souvent au cher gage que la terre qui t'a donné la naissance a confié à tes soins : la liberté qu'elle espéra autrefois de la fleur des talents et des vertus, elle l'attend maintenant de toi; elle se flatte de l'obtenir de toi seul. Honore les vives espérances que nous avons conçues, honore les sollicitudes de ta patrie inquiète. Respecte les regards et les blessures de tes braves compagnons, qui sous ta bannière ont hardiment combattu pour la liberté; respecte les ombres de ceux qui périrent sur le champ de bataille; respecte les opinions et les espérances que les États étrangers ont conçues de nous, de nous qui leur avons promis pour eux-mêmes tant d'avantage de cette liberté; laquelle, si elle s'évanouissoit, nous plongeroit dans le plus profond abîme de la honte; enfin respecte-toi toi-même; ne souffre pas, après avoir bravé tant de périls pour l'amour des libertés, qu'elles soient violées par toi-même ou attaquées par d'autres mains. Tu ne peux être vraiment libre que nous ne le soyons nous-mêmes. Telle est la nature des choses : celui qui empiète sur la liberté de tous est le premier à perdre la sienne et à devenir esclave. »

Milton auroit pu écrire l'histoire comme Tite-Live et Thucydide. Johnson n'a cité que les louanges données au Protecteur par le poète, pour mettre en contradiction le républicain avec lui-même : le beau passage que je viens de traduire montre ce qui faisoit le contre-poids de ces louanges. Aux jours de la toute-puissance de Bonaparte, qui auroit osé lui dire qu'il n'avoit obtenu l'empire que pour protéger la liberté? Cependant, Milton auroit mieux fait d'imiter quelques fermes démocrates, qui ne se rapprochèrent jamais de Cromwell et le regardèrent toujours comme un tyran; mais Milton n'étoit pas démocrate.

Sur ces ouvrages, aujourd'hui complètement oubliés, reposa la réputation du grand écrivain pendant sa vie; triste réputation, qui empoisonna ses jours et que n'a point consolés l'impérissable renommée sortie de la tombe du poète. Tout ce qui tient aux entraînements des partis et aux passions du moment meurt comme eux et avec elles.

Les réactions de la restauration en Angleterre furent beaucoup plus

vives que les réactions de la restauration en France, parce que les convictions étoient plus profondes et les caractères plus prononcés. Le retour des Bourbons n'a point étouffé les réputations de la république ou de l'empire, comme le retour des Stuarts étouffa la renommée de Milton. Il est juste aussi de dire que le poète ayant écrit en latin la plupart de ses disquisitions, elles restèrent inaccessibles à la foule.

## AFFRANCHISSEMENT DE LA GRÈCE.

De même qu'il avoit demandé la liberté de la presse, l'Homère anglois remplit un devoir filial en se déclarant pour l'affranchissement de la Grèce. Camoëns avoit déjà dit : « Et nous laissons la Grèce dans la servitude! » Milton écrit à Philarès « qu'il voudroit voir l'armée et les flottes de l'Angleterre employées à délivrer du tyran ottoman la Grèce, patrie de l'éloquence, » *ut exercitus nostros et classes ad liberandam ab ottomanico tyranno Græciam, eloquentiæ patriam.*

Si ces vœux avoient été exaucés, le plus beau monument de l'antiquité existeroit encore : les Vénitiens ne firent sauter une partie du temple de Minerve qu'en 1682; Cromwell auroit conservé le Parthénon, dont lord Elgin n'a dérobé que les ruines. Milton avoit encore ici une de ces idées qui appartiennent aux générations actuelles et qui de nos jours a porté son fruit.

Qu'il soit permis au traducteur de Milton de lui faire hommage de quelques lignes qui ont préparé la délivrance de la Grèce :

« Il s'agit de savoir si Sparte et Athènes rendraient, ou si elles resteraient à jamais ensevelies dans leur poussière. Malheur au siècle témoin passif d'une lutte héroïque, qui croiroit qu'on peut sans péril, comme sans pénétration de l'avenir, laisser immoler une nation! cette faute ou plutôt ce crime seroit tôt ou tard suivi du plus rude châtement.

« Des esprits détestables et bornés, qui, s'imaginant qu'une injustice, par cela seul qu'elle est consommée, n'a aucune conséquence funeste, sont la peste des États. Quel fut le premier reproche adressé pour l'extérieur, en 1789, au gouvernement monarchique de la France? Ce fut d'avoir souffert le partage de la Pologne. Ce partage, en faisant tomber la barrière qui séparoit le Nord et l'Orient du Midi et de l'Occident de l'Europe, a ouvert le chemin aux armées qui tour à tour ont occupé Vienne, Berlin, Moscou et Paris.

« Une politique immorale s'applaudit d'un succès passager : elle se croit fine, adroite, habile; elle écoute avec un mépris ironique le cri

de la conscience et les conseils de la probité. Mais tandis qu'elle marche et qu'elle se dit triomphante, elle se sent tout à coup arrêtée par les voiles dans lesquels elle s'enveloppoit ; elle tourne la tête et se trouve face à face avec une révolution vengeresse qui l'a silencieusement suivie. Vous ne voulez pas serrer la main suppliante de la Grèce? Eh bien! sa main mourante vous marquera d'une tache de sang, afin que l'avenir vous reconnoisse et vous punisse<sup>1</sup>. »

A la chambre des pairs j'obtins un amendement pour qu'on ne vendît plus en Égypte sous le pavillon françois les victimes enlevées à la Morée :

« Considéré dans ses rapports avec les affaires du monde, disois-je, mon amendement est aussi sans le moindre inconvénient. Le terme générique que j'emploie n'indique aucun peuple particulier. J'ai couvert le Grec du manteau de l'esclave, afin qu'on ne le reconnût pas et que les signes de sa misère rendissent au moins sa personne inviolable à la charité du chrétien. . . . »

« J'ai lu hier une lettre d'un enfant de quinze ans datée des remparts de Missolonghi. — « Mon cher compère, écrit-il dans sa naïveté à un de ses camarades à Zante, j'ai été blessé trois fois ; mais je suis, moi et mes compagnons, assez guéri pour avoir repris nos fusils. Si nous avons des vivres, nous braverions des ennemis trois fois plus nombreux. Ibrahim est sous nos murs ; il nous a fait faire des propositions et des menaces ; nous avons tout repoussé. Ibrahim a des officiers françois avec lui ; qu'avons-nous fait aux François pour nous traiter ainsi? »

« Messieurs, ce jeune homme sera-t-il pris, transporté par des chrétiens aux marchés d'Alexandrie? S'il doit encore nous demander ce qu'il a fait aux François, que notre amendement soit là pour satisfaire à l'interrogation de son désespoir, au cri de sa misère, pour que nous puissions lui répondre : Non, ce n'est pas le pavillon de saint Louis qui protège votre esclavage, il voudroit plutôt couvrir vos nobles blessures.

« Pairs de France, ministres du roi très-chrétien, si nous ne pouvons pas par nos armes secourir la malheureuse Grèce, séparons-nous du moins par nos lois des crimes qui s'y commettent ; donnons un noble exemple qui préparera peut-être en Europe les voies à une politique plus élevée, plus humaine, plus conforme à la religion et plus digne d'un siècle éclairé ; et c'est à vous, messieurs, c'est à la France qu'on devra cette noble initiative<sup>1</sup>. »

Le combat de Navarin acheva de réaliser le souhait de Milton.

1. *Opinion, Chambre des Pairs, 15 mars 1826, et Réponse au garde des sceaux.*

## MILTON AVEUGLE. SES DÉPÊCHES.

Hume a, je crois, remarqué le premier la phrase de Whitlocke, relative à Milton dans son emploi de secrétaire du conseil d'État. « Un certain Milton, aveugle, occupé à traduire en latin un traité entre la Suède et l'Angleterre. » L'historien ajoute : *These forms of expression are amusing to posterity, who consider how obscure Whitlocke himself, though lord-keeper and ambassador, and indeed a man of great abilities and merit, has become in comparison of Milton.* « Ces formules d'expression sont amusantes pour la postérité, qui remarque combien Whitlocke, quoique garde des sceaux et ambassadeur, d'ailleurs homme d'une grande habileté et d'un grand mérite, est devenu obscur en comparaison de Milton. »

Un ambassadeur se plaignoit à Cromwell du retard d'une réponse diplomatique ; le Protecteur lui répondit : « Le secrétaire ne l'a point encore expédiée, parce qu'étant aveugle il va lentement. » L'ambassadeur répliqua : « Pour écrire convenablement en latin, n'a-t-on pu dans toute l'Angleterre trouver qu'un aveugle? » Cromwell, par un instinct de gloire, découvrit la gloire cachée de Milton et enchaîna la renommée du héros à celle du poète : c'est quelque chose dans l'histoire du monde que Cromwell ayant pour secrétaire Milton.

On attribue à Milton les huit vers si connus que Cromwell envoya avec son portrait à Christine de Suède, et qui se terminent par ce trait :

*Nec sunt hi vultus regibus usque truces.*

Mon front n'est pas toujours l'épouvante des rois.

Les notes du cabinet de Saint-James avoient été jusque alors écrites en françois ; Milton les rédigea en latin, et voulut faire du latin la langue diplomatique universelle : il n'y réussit pas. Le françois a généralement repris le dessus, à cause de sa clarté ; mais l'orgueil national du cabinet de Londres suit aujourd'hui en anglois la correspondance officielle, ce qui la rend perplexe, comme je le sais par expérience.

Cromwell mourut ; la mort aime la gloire : les entraves que le Protecteur avoit mises à l'opinion furent brisées. Si l'on peut tuer pendant quelques jours la liberté, elle ressuscite : le Christ rompit les chaînes de la mort, en dépit de la garde romaine qui veilloit à son sépulcre. On fit part aux souverains de l'avènement nominal de Richard à la puissance de son père : dans le recueil des lettres de Milton se trou-

vent celles qu'il adressa à la cour de France. De telles dépêches sont un monument par la nature des faits et par la nature des hommes. L'auteur du *Paradis perdu*, au nom du fils de Cromwell, écrit ainsi à Louis XIV et au cardinal Mazarin :

*Richard, Protecteur de la république d'Angleterre, etc., au sérénissime et puissant prince Louis, roi de France.*

« Sérénissime et puissant roi, notre ami et confédéré,  
« Aussitôt que notre sérénissime père Olivier, Protecteur de la république d'Angleterre, par la volonté de Dieu l'ordonnant ainsi, quitta cette vie le 3<sup>e</sup> jour de septembre, nous, déclaré légalement son successeur dans la suprême magistrature (quoique dans les larmes et l'extrême tristesse), nous n'avons pu faire moins à la première occasion que de faire connoître par nos lettres cette matière à Votre Majesté. Comme vous avez été un très-cordial ami de notre père et de cette république, nous avons la confiance que cette nouvelle douloureuse et inattendue sera reçue par vous avec autant de chagrin qu'elle nous en a causé. Notre affaire à présent est de requérir Votre Majesté d'avoir une telle opinion de nous, comme d'une personne déterminée religieusement et constamment à garder l'amitié et l'alliance contractées entre vous et notre père renommé et, avec le même zèle et la même bonne volonté, à maintenir les traités par lui conclus, et entretenir les mêmes rapports et intérêts avec Votre Majesté. A cette intention, c'est notre plaisir que notre ambassadeur résidant à votre cour y reste accrédité par les pouvoirs qu'il avoit autrefois. Vous lui accorderez le même crédit pour agir en notre nom, comme si tout étoit fait par nous-même. En même temps nous souhaitons à Votre Majesté toutes sortes de prospérités.

« De notre cour, à Whitehall, 5 septembre 1658. »

*A l'éminentissime seigneur cardinal Mazarin.*

« Quoique rien ne puisse nous arriver de plus amer et de plus douloureux que d'écrire les tristes nouvelles de la mort de notre sérénissime et très-renommé père, cependant nous ne pouvons ignorer la haute estime qu'il avoit pour Votre Éminence et le grand cas que vous faisiez de lui.

« Nous n'avons aucune raison de douter que Votre Éminence, de l'administration de laquelle dépend la prospérité de la France, ne

gémisse comme nous sur la perte de votre constant ami et très-dévoué allié. Nous pensons qu'il est important, par nos lettres, de vous faire connoître un accident qui doit être aussi profondément déploré de Votre Éminence que du roi. Nous assurons Votre Éminence que nous observerons très-religieusement toutes les choses que notre père, de sérénissime mémoire, s'étoit engagé par les traités à confirmer et à ratifier. Nous ferons en sorte, au milieu de votre deuil pour un ami si fidèle, si florissant et applaudi de toutes les vertus, que rien ne manque à la foi de notre alliance, pour la conservation de laquelle, et pour le bien des deux nations, puisse le Seigneur Dieu tout-puissant conserver Votre Éminence !

« Westminster, septembre 1658. »

Milton est ici un grand historien de l'histoire de France et d'Angleterre ! Il est curieux de voir Richard faire, comme un vieil héritier des trois couronnes, ses préparatifs pour régner. Milton écrivoit, au nom d'un homme investi d'un pouvoir de quelques heures, à un jeune souverain qui devoit conduire son arrière-petit-fils, par la monarchie non contrôlée, à l'échafaud du premier Stuart. Cet échafaud de Whitehall se changea en trône lorsqu'un sang royal l'eut couvert de sa pourpre, et le Protecteur s'y assit. La France, sous le petit-fils d'Henri IV, alloit monter de tout ce que l'Angleterre devoit descendre sous Charles II et son frère. Il faut toujours que la gloire soit quelque part : en s'envolant de la tête de Cromwell, elle se posa sur celle de Louis XIV.

Louis XIV porta le deuil d'un régicide, et ce fut le chantre de Satan, le républicain apologiste de la mort de Charles I<sup>er</sup>, l'ennemi des rois et des catholiques, qui fit part au monarque absolu, auteur de la révocation de l'édit de Nantes, de la mort d'Olivier, le Protecteur.

Ce qui paroît contraste ici est harmonie : les hautes renommées se mêlent, comme enfants d'une même famille. Tout ce qui a de la grandeur se touche : deux hommes de sentiments semblables, mais d'esprits inégaux, sont plus antipathiques l'un à l'autre que ne le sont deux hommes d'esprit supérieur, quoique opposés d'opinions et de conduite.

RICHARD CROMWELL.

OPINION DE MILTON SUR LA RÉPUBLIQUE, SUR LES DIMES,  
SUR LA RÉFORME PARLEMENTAIRE.

Tandis que Milton, au nom de Richard, rappeloit aux souverains et à leurs ministres le tendre amour et l'admiration profonde qu'ils avoient

pour le juge d'un roi, les factions renaissent en Angleterre. Les gouvernements qui ne tiennent qu'à l'existence d'un homme tombent avec cet homme : l'effet cesse avec la cause. L'ancien parti républicain de l'armée se souleva ; les officiers que Cromwell avoit destitués se réunirent. Lambert se mit à la tête de *la bonne vieille cause*. Menacé par les officiers, Richard eut la foiblesse de dissoudre la chambre des communes : la chambre des pairs étoit nulle.

Les assemblées aristocratiques règnent glorieusement lorsqu'elles sont souveraines et seules investies, de droit ou de fait, de la puissance : elles offrent les plus fortes garanties à la liberté, à l'ordre et à la propriété ; mais dans les gouvernements mixtes elles perdent la plus grande partie de leur valeur, et sont misérables quand arrivent les grandes crises de l'État. Elles n'ont jamais rien arrêté : foibles contre le roi, elles n'empêchent pas le despotisme ; foibles contre le peuple, elles ne préviennent pas l'anarchie. Toujours prêtes à être chassées dans les commotions populaires, elles ne rachètent leur existence qu'au prix de leurs parjures et de leur esclavage. La chambre des lords sauva-t-elle Charles I<sup>er</sup> ? sauva-t-elle Richard Cromwell, auquel elle avoit prêté serment ? sauva-t-elle Jacques II ? sauvera-t-elle aujourd'hui les princes de Hanovre ? se sauvera-t-elle elle-même ? Ces prétendus contre-poids aristocratiques ne font qu'embarrasser la balance, et seront jetés tôt ou tard hors du bassin. Une aristocratie ancienne et opulente, ayant l'habitude de la tribune et des affaires, n'a qu'un moyen de garder le pouvoir quand il lui échappe : c'est de passer par degrés à la démocratie et de se placer insensiblement à sa tête, à moins qu'elle ne se croie encore assez forte pour jouer à la guerre civile ; terrible jeu !

Peu après la dissolution de la chambre des communes, Richard abdiqua : il étoit écrasé sous la renommée d'Olivier. Détestant le joug militaire, il n'avoit pas la force de le secouer ; sans conviction aucune, il ne se soucioit de rien ; il laissoit ses gardes lui dérober son diner, et l'Angleterre aller toute seule. Il emporta deux grandes malles remplies de ces *adresses et de ces congratulations* en l'honneur de tous les hommes puissants, et à l'usage de tous les hommes serviles. On lui disoit dans ces *félicitations* que Dieu lui avoit donné l'autorité pour le *bonheur* des trois royaumes. « Qu'emportez-vous dans ces malles ? » lui demanda-t-on. — « Le *bonheur* du peuple anglois, » répondit-il en riant.

Le conseil des officiers rappela le Rump ; le Rump attaqua aussitôt l'autorité militaire, qui lui avoit rendu la vie. Lambert bloqua, selon l'usage, les communes. Ce parlement dissous, le peuple brûla en

réjouissance sur les places publiques des monceaux de croupions de divers animaux. Monck parut, et tout annonça la restauration.

Que faisoit Milton pendant cette décomposition sociale ? Voyant la liberté rétrograder, rêvant toujours la république, oubliant qu'il y a des moments où les écrits ne peuvent plus rien, il publia une brochure *sur le moyen prompt et facile d'établir une société libre*. Dans un exposé rapide, il rappelle ce que les Anglois ont fait pour abolir la monarchie :

« Si nous nous relâchons, dit-il, nous justifierons les prédictions de nos ennemis : ils ont condamné nos actions comme téméraires, rebelles, hypocrites, impies ; nous ferons voir qu'un esprit dégénéré s'est soudainement répandu parmi nous. Préparés et faits pour un nouvel esclavage, nous serons en mépris à nos voisins ; le nom anglois deviendra un objet de risée. D'ailleurs, si l'on retourne à la monarchie, l'on n'y restera pas longtemps ; il faudra bientôt combattre ce que l'on a déjà combattu, sans parvenir jamais au point où l'on étoit parvenu ; on perdra les batailles que l'on avoit déjà gagnées : Dieu n'écouterà plus ces ardentés prières qu'on lui adressoit pour être délivrés de la tyrannie, puisque nous n'aurons pas su mieux nous en tenir à la victoire. Ainsi sera rendu vain et plus méprisable que la boue le sang de tant d'Anglois vaillants et fidèles qui achetèrent la liberté de leur pays au prix de leur vie. Un roi veut être adoré comme un demi-dieu : il sera entouré d'une cour hautaine et dissolue ; il dissipera l'argent de l'État en festins, en bals et en mascarades ; débauchant notre première noblesse, mâles et femelles, il transformera les lords en chambellans, en écuyers et en grooms de la garde-robe. »

L'esprit pénétrant de Milton lui découvroit l'avenir ; il voyoit les longs combats que l'on seroit obligé de livrer pour reconquérir ce qu'on alloit perdre : ce n'est qu'aujourd'hui même que l'Angleterre revient sur ce terrain, défendu pied à pied par le grand poète publiciste. Et ce roi, *entouré d'une cour hautaine et dissolue*, que l'auteur du *Paradis perdu* peignoit si bien d'avance, étoit prêt à débarquer à Douvres.

Quelques mois avant la publication de cet ouvrage, il en avoit donné deux autres, le premier *sur l'autorité civile en matière ecclésiastique*, le second sur le meilleur moyen de chasser les *mercenaires* hors de l'Église : il examine le fait des dîmes, des redevances et des revenus de l'Église ; il doute que les ministres du culte puissent être maintenus par le pouvoir de la loi.

Son opinion sur la réforme parlementaire mérite d'être rappelée :

« Si l'on donne le droit à tous de nommer tout le monde, ce ne sera

pas la sagesse et l'autorité, mais la turbulence et la glotonnerie qui élèveront bientôt les plus vils mécréants de nos tavernes et de nos lieux de débauche, de nos villes et de nos villages, au rang et à la dignité de sénateur. Qui voudroit confier les affaires de la république à des gens à qui personne ne voudroit confier ses affaires particulières? Qui voudroit voir le trésor de l'État remis aux soins de ceux qui ont dépensé leur propre fortune dans d'infâmes prodigalités? Doivent-ils être chargés de la bourse du peuple, ceux qui la convertiroient bientôt dans leur propre bourse! Sont-ils faits pour être les législateurs de toute une nation, ceux qui ne savent pas ce qui est loi ou raison, juste ou injuste, oblique ou droit, licite ou illicite; ceux qui pensent que tout pouvoir consiste dans l'outrage, toute dignité dans l'insolence, qui négligent tout pour satisfaire la corruption de leurs amis, ou la vivacité de leurs ressentiments, qui dispersent leurs parents et leurs créatures dans les provinces, pour lever des taxes et confisquer des biens? hommes les plus dégradés et les plus vils, qui achètent eux-mêmes ce qu'ils prétendent exposer en vente, d'où ils recueillent une masse exorbitante de richesses détournées des coffres publics; ils pillent le pays et émergent en un moment de la misère et des haillons à un état de splendeur et de fortune. Qui pourroit souffrir de tels fripons de serviteurs, de tels vice-régents de leurs maîtres? Qui pourroit croire que les chefs de bandits seroient propres à conserver la liberté? Qui se supposeroit devenu d'un cheveu plus libre par une telle race de fonctionnaires (ils pourroient s'élever à cinq cents élus de telle sorte par les comtés et les bourgs), lorsque parmi ceux qui sont les vrais gardiens de la liberté il y en a tant qui ne savent ni comment user ni comment jouir de cette liberté qui ne comprennent ni les principes ni les mérites de la propriété?»

On n'a jamais rien dit de plus fort contre la réforme parlementaire. Cromwell avoit essayé cette réforme; il fut bientôt obligé de dissoudre le parlement produit d'une loi d'élection élargie. Mais ce qui étoit vrai du temps de Milton n'est pas également vrai aujourd'hui. La disproportion entre les propriétaires et les classes populaires n'est plus aussi grande. Les progrès de l'éducation et de la civilisation ont commencé à rendre les électeurs d'une classe moyenne plus aptes à comprendre des intérêts qu'ils ne comprennoient pas autrefois. L'Angleterre de ce siècle a pu, quoique non sans péril, conférer des droits à une classe de citoyens qui au xvii<sup>e</sup> siècle auroient renversé l'État en entrant dans les communes.

Ainsi, toutes les questions générales et particulières agitées aujourd'hui chez les peuples du continent et dans le parlement d'Angleterre

avoient été traitées et résolues par Milton dans le sens où notre siècle les résout. Il a créé jusqu'à la langue constitutionnelle moderne: les mots de *fonctionnaires*, de *décrets*, de *motions*, etc., sont de lui. Quel étoit donc ce génie capable d'enfanter à la fois un monde nouveau et une parole nouvelle de politique et de poésie?

RESTAURATION. MILTON ARRÊTÉ ET REMIS EN LIBERTÉ.

FIDÉLITÉ DU POÈTE A CROMWELL.

Milton eut la douleur de voir le fils de Charles I<sup>er</sup> remonter sur le trône; non que son cœur ferme fût effrayé, mais ses chimères de liberté républicaine s'évanouissoient: toute chimère qui s'évanouit fait du mal et laisse un vide. Charles II, dans sa déclaration de Breda, annonçoit qu'il pardonnoit à tout le monde, s'en remettant aux communes du soin d'excepter les indignes du pardon. Les vengeances sanglantes sous les Stuarts et sous la maison de Hanovre ne purent être imputées à la couronne: elles furent l'œuvre des chambres. Les corps sont plus implacables que les individus, parce qu'ils réunissent en eux plus de passions et qu'ils sont moins responsables.

À l'avènement de Charles II, Milton se démit de la place de secrétaire latin, et quitta son hôtel de Petty-France, où pendant huit années il avoit reçu tant d'hommages. Il se retira chez un de ses amis, dans *Bartholomew-Close*, aux environs de *West-Smithfield*. Des poursuites furent commencées contre la *Défense du peuple anglois* et *L'Iconoclaste*, et le 27 juin 1660 le parlement ordonna l'arrestation de l'auteur de ces ouvrages. On ne le trouva point d'abord; mais peu de mois après on le voit remis entre les mains d'un sergent d'armes: il fut néanmoins bientôt relâché. Le 17 décembre de la même année il eut l'audace de s'adresser à cette terrible chambre qui pensoit l'avoir généreusement traité en ne faisant pas tomber sa tête: il réclama contre l'excès du salaire requis par le sergent; il croyoit qu'on l'avoit plus outragé en lui ôtant la liberté qu'en le privant de la vie. Les registres du parlement constatent ces deux faits:

Samedi, 15 décembre 1660.

« Ordonné que M. Milton, à présent à la garde d'un sergent d'armes de cette chambre, soit relâché en payant les honoraires. »

Lundi, 17 décembre 1660.

« Une plainte ayant été faite que le sergent d'armes a demandé des honoraires excessifs pour la garde de M. Milton,